

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°626 - 17 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

#### AGL lance un corridor multimodal Abidjan–Bobo-Dioulasso–Bamako

Africa Global Logistics (AGL) [a annoncé](#) l'ouverture d'un corridor multimodal reliant Abidjan à Bamako via Bobo-Dioulasso, combinant transport ferroviaire jusqu'au Burkina Faso puis routier vers le Mali, dans un contexte de tensions sur les chaînes d'approvisionnement intra-africaines. Ce dispositif vise à fluidifier et sécuriser les flux de marchandises vers le Mali, grâce notamment au passage par le port sec de Bobo-Dioulasso et à un système d'escorte garantissant l'intégrité et la traçabilité des marchandises. Développé en coordination avec les administrations douanières des trois pays, ce corridor a vocation à monter en charge progressivement pour atteindre une capacité cible de 20 conteneurs par mois.

#### 2,6 M EUR du FAD pour renforcer le secteur privé dans l'UEMOA

Le 10 avril 2026, le Conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD), guichet concessionnel de la Banque africaine de développement (BAfD), [a approuvé](#) un don de 1,7 Md FCFA (2,6 M EUR) en faveur du Projet de renforcement de la compétitivité du secteur privé dans l'UEMOA, dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Ce financement vise à améliorer la compétitivité du secteur privé des huit États membres afin de tirer profit des opportunités de production et de commerce et de faciliter l'intégration

Le chiffre à retenir

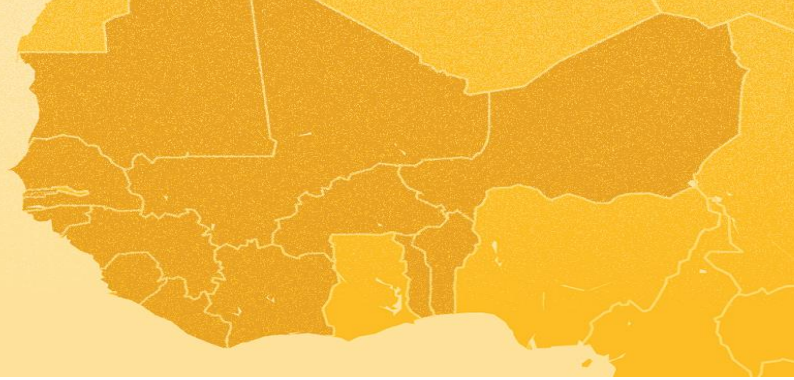
# -26,3 %

Evolution de l'APD bilatérale en Afrique  
subsaharienne en 2025 selon l'OCDE

commerciale régionale. Le projet prévoit l'organisation de concertations nationales avec les comités ZLECAf, ainsi qu'un atelier régional destiné à définir un cadre de suivi et de mise en œuvre de l'accord. Il inclut également un accompagnement ciblé de 80 petites et moyennes entreprises (PME) exportatrices, portant entre autres sur les procédures d'exportation, l'accès au financement et la conformité aux normes.

#### L'APD bilatérale au développement recule de 26,3 % en Afrique subsaharienne en 2025

Le 9 avril 2026, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) [a publié](#) des données préliminaires indiquant un recul de 23,1 % de l'aide publique au développement (APD) totale en 2025, à 174,3 Md USD, soit 0,26 % du revenu national brut des pays du Comité d'aide au développement (CAD), après 215,1 Md USD en 2024. L'APD bilatérale à destination de l'Afrique subsaharienne a diminué de 26,3 %, pour atteindre 29,2 Md USD. Les principaux bailleurs bilatéraux sont concernés (États-Unis, l'Allemagne, Royaume-Uni, Japon et France), mais les États-Unis représentant près des trois quarts du recul. L'OCDE anticipe une nouvelle diminution de 5,8 % de l'APD en 2026.



## Bénin

### Le programme économique du Président nouvellement élu

Le 14 avril 2026, s'est tenue l'élection présidentielle au Bénin, remportée par le candidat Romuald WADAGNI, auparavant ministre de l'Economie et des Finances. Sur le plan économique, [son programme](#) s'inscrit dans la continuité des réformes engagées cette dernière décennie à l'échelle nationale tout en mettant l'accent sur la discipline budgétaire et l'efficacité des dépenses publiques. La diversification de l'économie béninoise figure parmi ses priorités avec des mesures prévues pour l'accélération de l'industrialisation, le développement des infrastructures, l'accès à l'énergie pour tous ou encore l'inclusion financière. Son programme met également l'accent sur le développement territorial comme levier pour la croissance économique et le développement du pays. L'exploitation des atouts propres à chaque territoire doit notamment permettre de stimuler la création d'emplois et l'innovation et de créer un cadre favorable à l'implication du secteur privé.

### Des professionnels de l'audit des marchés publics formés pour l'harmonisation des pratiques

L'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) [a organisé](#) une formation à destination des cabinets spécialisés dans l'audit des marchés publics afin de renforcer le contrôle de la commande publique. L'objectif de cette formation était de répondre au besoin d'harmonisation des pratiques d'audit en proposant un document de référence unique définissant les méthodes d'évaluation, les outils d'analyse et les standards de rédaction des rapports. La standardisation du cadre méthodologique de l'audit des marchés publics constitue un levier pour renforcer la

transparence et la cohérence du système de commande publique béninois.

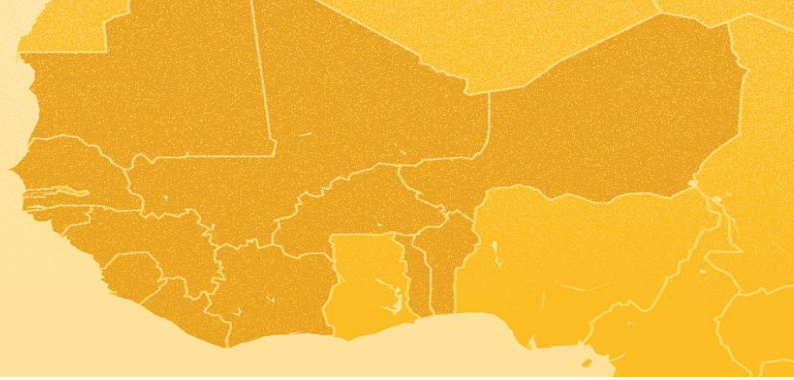
## Burkina Faso

### 13,9 M EUR pour la transformation digitale de l'administration publique

Le 16 avril 2026, le Conseil des ministres burkinabè [a approuvé](#) l'exécution de marchés publics dans le cadre de projets du ministère de la Transition digitale pour un total de 9,1 Md FCFA (13,9 M EUR). Cette enveloppe, financée par le budget de l'État pour 2026, couvrira : le renforcement des datacenters, le renforcement du réseau informatique national de l'administration publique, le renforcement de capacités institutionnelles des structures de l'administration, la construction et l'équipement de 59 maisons des citoyens en langue nationale et la mise en œuvre du programme Elites IT. Ces initiatives [s'inscrivent](#) dans le cadre de la réalisation des 12 chantiers majeurs de la transformation digitale à l'horizon 2030, visant à améliorer l'accès aux services numériques et à renforcer la souveraineté numérique du pays.

### Nationalisation de la Société burkinabè des fibres textiles

Le 16 avril 2026, le Conseil des ministres burkinabè [a validé](#) la nationalisation de la Société burkinabè des fibres textiles (SOFITEX). Au regard de la situation économique de la société, marquée par un volume important de dettes, et de la stratégie gouvernementale de développement du secteur du coton, le Conseil des ministres a décidé que cette nationalisation relevait de l'utilité publique. L'État a ainsi procédé au rachat de la totalité des parts des actionnaires privés, évaluées à 5,5% du capital, pour un montant de 4,2 Md FCFA (6,3 M EUR). Pour rappel, le Burkina Faso figure parmi les principaux producteurs de coton en Afrique de l'Ouest et la production de coton au cours de la



campagne agricole 2025-2026 [est projetée](#) à 336 812 tonnes.

## Côte d'Ivoire

### Création d'un fonds souverain

Le Conseil des ministres [a adopté](#) le 15 avril 2026 une ordonnance portant création du Fonds souverain stratégique pour le développement de la Côte d'Ivoire (FSD-CI), un instrument destiné à gérer les actifs stratégiques de l'Etat et financer des projets structurants pour l'économie. Celui-ci est structuré autour de 3 sous-fonds spécialisés, à savoir (i) le Fonds de développement des infrastructures, (ii) le Fonds de stabilisation économique et (iii) le Fonds de placements financiers stratégiques. Le FSD-CI s'inscrit dans le renforcement du dispositif financier public, en complément de la Caisse des dépôts et consignations, du Fonds de garantie pour les PME et des Caisses de retraite. Il sera alimenté par une part des revenus miniers et énergétiques ainsi que par le transfert d'actifs publics.

### AFC finalise sa contribution à la première obligation verte pour une centrale solaire

Le 14 avril 2026, Africa Finance Corporation (AFC) [a annoncé](#) le décaissement de 43 M EUR dans le cadre d'une obligation verte d'un montant total de 65 M EUR, finalisant ainsi la première émission de ce type dans le secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire et dans l'UEMOA. Structurée en euros et en francs CFA, cette opération vise à financer la construction d'une centrale solaire de 66 MW dans la région de Korhogo, développée par Poro Power, avec une mise en service prévue en 2027. L'infrastructure devrait alimenter plus de 100 000 foyers et éviter plus de 72 000 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> par an, contribuant à l'objectif national de

porter la part des énergies renouvelables à 45 % du mix énergétique d'ici 2030.

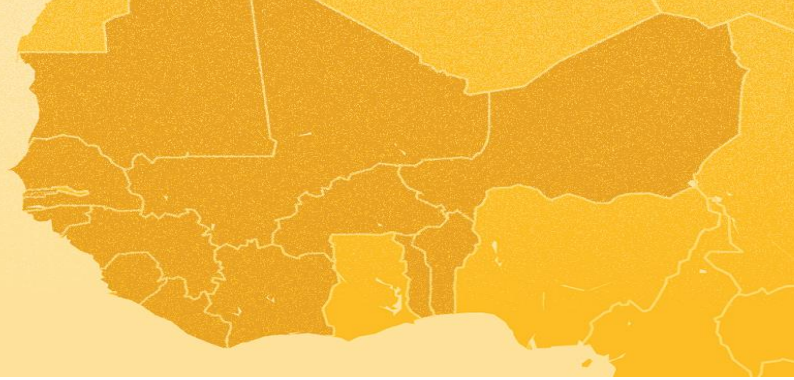
### PETROCI mobilise plus de 300 M EUR pour le projet Baleine

Le 9 avril 2026, la société nationale pétrolière ivoirienne PETROCI [a annoncé](#) la mobilisation de 200 Md FCFA (304,9 M EUR) auprès d'un pool de banques locales Ecobank, Coris Bank, Bank of Africa (BOA), la BNI et BNI Finances. Ce financement vise à sécuriser la phase 2 du projet pétrolier Baleine et à engager le lancement de la phase 3. [Pour rappel](#), la phase 2 du projet a été lancée fin 2024 et devrait permettre d'atteindre une production de 50 000 à 60 000 barils de pétrole par jour et d'environ 70 M de pieds cubes de gaz naturel par jour. La phase 3 doit porter la production à 150 000 barils de pétrole par jour et à 200 M de pieds cubes de gaz naturel par jour.

## Guinée

### Revue du portefeuille de la Banque mondiale d'un montant de 1,3 Md USD

Les 7 et 8 avril 2026, [s'est tenue](#) la revue globale du portefeuille actif de projets financés par la Banque mondiale en Guinée. Le portefeuille actuel comprend 12 projets actifs pour un engagement global de 1,3 Md USD, dont 8 projets nationaux (963,3 M USD) et 4 projets régionaux (270 M USD). Malgré une tenue globale satisfaisante, l'examen technique a révélé plusieurs défis opérationnels, à savoir entre autres (i) les retards dans la mise en vigueur des Accords de Financement et (ii) les difficultés liées au décaissement et la mobilisation de la contrepartie nationale. Au cours de la revue, le Représentant Résident de la Banque Mondiale a annoncé la préparation en cours de trois nouvelles opérations dans les domaines de la gouvernance, de l'agriculture et de l'éducation pour un montant total de 268 M USD.



## Un excédent commercial de 193,5 M EUR en janvier 2026

Selon les [données](#) de l'Institut national de la statistique (INS), la balance commerciale de la Guinée est ressortie excédentaire de 2 000,2 Md GNF (193,5 M EUR) en janvier 2026, alors qu'elle était déficitaire de 2 085,6 Md GNF en janvier 2025. Les exportations se sont établies à 12 724,9 Md GNF (1,2 Md EUR) en janvier 2026, soit une augmentation de 72,3 % en glissement annuel (g.a). Les principaux produits exportés sont l'or (62,7 %), les minerais d'aluminium (19,9 %) et les boissons non alcoolisées (16 %) tandis que les principaux clients sont les Emirats Arabes Unis (61,8 %), la Chine (16,7 %) et le Mali (16 %). Quant aux importations, elles ont atteint 10 724,7 Md GNF (1 Md EUR), soit une hausse de 13,3 % en g.a, principalement constituées de produits pétroliers (30,8 %). Les principaux fournisseurs sont les Pays-Bas (38,1 %), la Chine (26,4 %) et les Emirats Arabes Unis (18,2 %).

## Libéria

### L'augmentation du budget de 45 M USD soumise au vote

Le 13 avril 2026, le Gouvernement du Liberia [a soumis](#) au vote un projet de budget rectificatif de 1,3 Md USD. Cette enveloppe, qui représente une augmentation de 45 M USD, soit 3,6% du budget initialement prévu, sera financée à hauteur de 40 M USD (33,9 M EUR) par un décaissement de la Banque mondiale au titre du budget 2025, et à hauteur de 5 M USD (4,2 M EUR) par un excédent de recettes. Les priorités définies par le Gouvernement sont : (i) améliorer l'accès aux services essentiels, (ii) développer les services de protection sociale et (iii) investir dans l'infrastructure. 40 % de l'enveloppe (16,4 M EUR) sera attribué au développement du capital humain : 7,3 M USD (6,2 M EUR) pour l'éducation, 10,9 M USD (9,2 M EUR) pour la santé et 1,0 M USD (0,9 M EUR) pour le développement des services sociaux. 15,9 % du

budget (6,1 M EUR) sera consacré au financement d'infrastructures et de services essentiels. Enfin, le reste de l'enveloppe (15,7 M EUR) sera alloué aux autres programmes gouvernementaux en cours, dont 5,1 M USD (4,3 M EUR) pour améliorer la sécurité.

## Mali

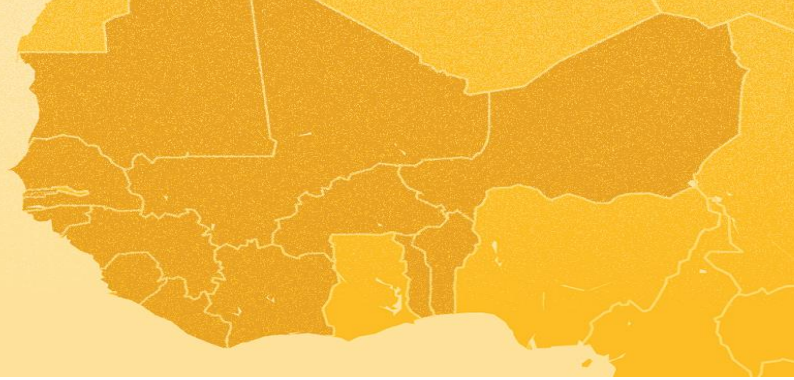
### Hausse de la production de lithium à Bougouni

Dans son [rapport opérationnel du 1<sup>er</sup> trimestre 2026](#), la société britannique Kodal Minerals a annoncé une production de 26 981 tonnes de concentré de spodumène sur la mine de lithium de Bougouni, mise en service en février 2025. La production mensuelle a atteint 10 900 tonnes en mars 2026, niveau record depuis l'ouverture dans un contexte de poursuite des travaux d'optimisation des opérations pour atteindre une capacité annuelle estimée à 125 000 tonnes. Sur le plan commercial, environ 49 000 tonnes ont été expédiées vers la Chine depuis décembre 2025, avec une cargaison supplémentaire de 20 000 tonnes en cours d'acheminement, principalement à destination du groupe chinois Hainan Mining, partenaire au sein de la coentreprise. Les expéditions précédentes ont généré 51 M USD de revenus, sous réserve d'encaissement, dans un contexte de reprise des prix du lithium. Pour rappel, l'État malien détient 35 % du projet.

## Mauritanie

### Accord au niveau des services du FMI sur les dernières revues MEDC/FEC et FRD

Le Fonds monétaire international (FMI) [a annoncé](#), le 10 avril 2026, la conclusion d'un accord au niveau des services avec les autorités mauritaniennes sur (i) les dernières revues des programmes au titre du Mécanisme Elargie de



Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) d'une part, ainsi que de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) d'autre part, et (ii) un nouveau programme MEDC/FEC d'une durée de 42 mois destinée à aider la Mauritanie à répondre à ses besoins de financement urgents, résultant notamment de l'impact de la guerre au Moyen-Orient, et à mettre en œuvre le Plan national de développement du pays. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du FMI, la Mauritanie pourrait recevoir un décaissement total de 65,9 M DTS (90,1 M USD), dont 6,4 M DTS (environ 8,8 M USD) au titre de la revue MEDC/FEC et jusqu'à 59,4 M DTS (81,4 M USD) au titre de la revue FRD. L'accès proposé au titre du nouveau programme MEDC/FEC est de 64,4 M DTS (88,2 M USD), soit 50 % de la quote-part. La mise en œuvre du programme est jugée satisfaisante. La consolidation budgétaire a été en ligne avec les objectifs du programme grâce à une hausse des recettes fiscales et à une maîtrise des dépenses. Le taux de croissance de l'économie mauritanienne est estimé à 4 % en 2025 et attendue à 4,8 % en 2026, principalement tirée par le secteur extractif (notamment gazier et minier).

## Niger

### Signature d'accords de coopération avec le Maroc

Le 8 avril 2026, le Niger et le Maroc [ont signé](#) 14 conventions et mémorandums d'entente à l'issue de la 5<sup>e</sup> session de la commission mixte de coopération tenue à Niamey. Cette session a permis d'adopter une feuille de route pour la mise en œuvre des engagements bilatéraux et d'identifier de nouvelles orientations, notamment dans les domaines culturel, scientifique, social et de la formation professionnelle. Les discussions ont également porté sur le renforcement du dialogue politique et l'élargissement de la coopération à des secteurs tels que les infrastructures, l'énergie,

les transports et la santé. Les échanges commerciaux entre les deux pays, estimés à 13,6 M USD selon TradeMap et majoritairement constitués d'exportation vers le Niger, demeurent limités. Ces accords s'inscrivent dans une volonté conjointe de dynamiser et diversifier les relations économiques.

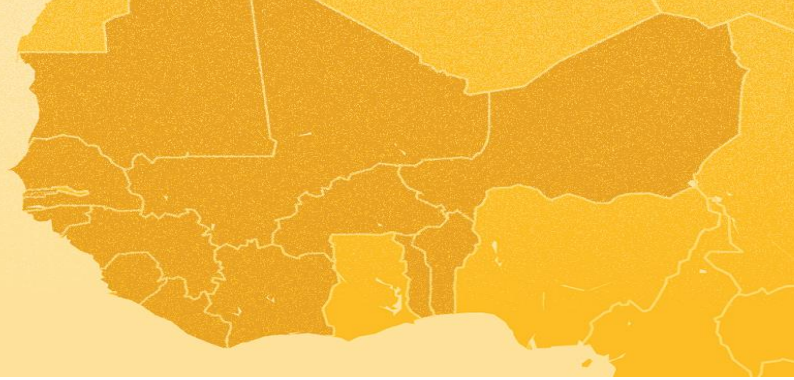
## Sénégal

### Inflation à +1,4 % en g.a en mars 2026

L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) [indique](#) qu'en mars 2026 l'inflation au Sénégal s'établit à +1,4 % en glissement annuel, traduisant une hausse modérée des prix. Cette évolution est principalement portée par les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,7 % en g.a) et les services de restauration et d'hébergement (+2,7%). En outre, des tensions plus marquées sont observées sur les boissons alcoolisées et tabac (+10,7 % en g.a), tandis que les prix de l'énergie (-2,4 % en g.a) ont contribué négativement à l'inflation globale. Par origine, l'inflation est portée par les biens locaux (+2 % en g.a) alors que les produits importés reculent légèrement (-0,3%).

### Le Port autonome de Dakar annonce un bénéfice de 41,2 M EUR en 2025

Le Port autonome de Dakar a enregistré un [bénéfice](#) d'environ 27 Md FCFA (41,2 M EUR) au titre de l'exercice 2025, confirmant sa bonne performance, selon les autorités portuaires. Au-delà de ce résultat financier, l'institution engage une phase de transformation axée sur la modernisation de ses infrastructures, notamment avec le lancement des travaux du Môle 4, destiné à renforcer les capacités logistiques du port. Parallèlement, une stratégie de digitalisation est en cours de déploiement afin d'optimiser la gestion des opérations et améliorer la compétitivité de la plateforme. Dans ce contexte, le Port de Dakar confirme son



ambition de se positionner comme un hub logistique majeur en Afrique de l'Ouest.

## Sierra Leone

### Inflation en hausse à 8,1 % en g.a. en février 2026

Selon Statistics Sierra Leone, l'inflation dans le pays en février 2026 [s'est établie](#) à 8,1 % en glissement annuel (g.a), après 6,4 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des catégories "Logement, eau, électricité, gaz et autres carburants" (+35,9 % en g.a), "Alimentation et boissons non alcoolisées" (+4,4 % en g.a), "Transports" (+9,1 % en g.a), "Vêtements et chaussures" (+9,1 % en g.a) et "Restaurants et hôtels" (+10,4 % en g.a). Par région, les variations sont assez hétérogènes, le Nord a enregistré l'inflation en g.a la plus forte (+16,4 % en g.a) tandis que le Sud a enregistré la plus faible (+2,7 % en g.a).

## Togo

### Les échanges commerciaux en hausse au 4<sup>e</sup> trimestre 2025

Selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), les [exportations togolaises se sont élevées](#) à 253,5 Md FCFA (386,4 M EUR) au 4<sup>e</sup> trimestre 2025, en hausse de 23,4% en glissement annuel (g.a). Les principaux produits exportés sont les phosphates (16,2 %), les motocycles et cycles à moteur (7,9 %) et les produits pétroliers (6,6 %). Les principaux clients sont l'Inde (18,6 %), la Côte d'Ivoire (13,4 %) et le Burkina Faso (11,4 %). Les importations ont quant à elles augmenté de 9,5% en g.a pour s'établir à 536,4 Md FCFA (817,7 M EUR). Les principaux produits importés comprenaient les véhicules (6,7 %), les motocycles et cycles à moteur (4,4%) et l'urée (4,4 %). Les principaux

fournisseurs sont la Chine (29 %), la France (7,7 %) et le Nigéria (5,9 %). Ces évolutions ont contribué à une légère baisse du déficit commercial (-0,6% en g.a) qui s'est établi à 282,9 Md EUR (431,3 M EUR) au 4<sup>e</sup> trimestre 2025.

### Mixx intègre la plateforme de paiement instantané de la BCEAO

Mixx Togo, service de mobile money de l'opérateur de télécommunications YAS, a obtenu l'agrément d'Etablissement de monnaie électronique par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) [et rejoint](#) sa Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI). Cette plateforme permet de réaliser des paiements instantanés entre les 8 pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Mixx devient la première marque de mobile money au Togo à intégrer la PI-SPI, lui permettant d'être connectée à plus de 80 établissements financiers. Au total, sept établissements au Togo sont connectés à la plateforme PI-SPI.

## Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
<a href="#">Bénin</a>	<a href="#">Bénin</a>
<a href="#">Burkina Faso</a>	<a href="#">Burkina Faso</a>
<a href="#">Cap-Vert</a>	<a href="#">Cap-Vert</a>
<a href="#">Côte d'Ivoire</a>	<a href="#">Côte d'Ivoire</a>
<a href="#">Gambie</a>	<a href="#">Gambie</a>
<a href="#">Guinée</a>	<a href="#">Guinée</a>
<a href="#">Guinée-Bissau</a>	<a href="#">Guinée-Bissau</a>
<a href="#">Libéria</a>	<a href="#">Libéria</a>
<a href="#">Mali</a>	<a href="#">Mali</a>
<a href="#">Mauritanie</a>	<a href="#">Mauritanie</a>
<a href="#">Niger</a>	<a href="#">Niger</a>
<a href="#">Sénégal</a>	<a href="#">Sénégal</a>
<a href="#">Sierra Leone</a>	<a href="#">Sierra Leone</a>
<a href="#">Togo</a>	<a href="#">Togo</a>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)